

# Tito - Staline 1948 : les données de l'affrontement

La figure historique de Tito reste liée à la première grande crise du mouvement communiste international après la Seconde Guerre Mondiale, la rupture entre l'URSS et la Yougoslavie. Événement auquel on fait sans arrêt référence, mais qui est déjà lointain et dont les données sont souvent bien mal connues. En recherchant les textes de cet affrontement historique, et en publiant quelques extraits significatifs, nous avons voulu faire saisir la complexité des problèmes — toujours actuels — qu'il pose, notamment celui des formes que doivent revêtir la solidarité et l'internationalisme prolétarien.

A la fin de la Seconde Guerre Mondiale, la situation du mouvement communiste international s'est profondément modifiée par rapport à la situation antérieure où le Komintern, fortement influencé par le PCUS, seul parti au pouvoir, et très centralisé, dirigeait l'activité des partis communistes. Dans le cadre de la lutte anti-fasciste, le Komintern a été dissous. En Europe, et bientôt en Chine, des partis sont maintenant au pouvoir, ou en passe d'y parvenir. On n'envisage pas de reproduire le type d'organisation et de rapport, entre partis du Komintern, mais il semble indispensable de garantir l'unité de ces partis alors que les Etats-Unis renforcent leur emprise sur le bloc occidental.

A cette époque le prestige du parti yougoslave et de ses dirigeants est très important : il s'agit en effet d'un parti ayant dirigé victorieusement le mouvement de libération — la Yougoslavie étant le seul pays européen (avec l'Albanie) à se libérer en comptant principalement sur ses propres forces. Il semble donc évident que Tito doive jouer un rôle de premier plan, aux côtés de Staline dans la nouvelle structure mise en place, le Kominform (Bureau d'information). Le siège du Bureau est d'ailleurs fixé à Belgrade. Il est précisé «le bureau d'information aura pour tâche d'organiser la confrontation des expériences et, au besoin, la coordination de l'activité des partis communistes sur la base de l'accord mutuel». A la conférence de Varsovie, en septembre 1947, les délégués yougoslaves se mettent en avant pour critiquer le PCF, accusé d'avoir eu une attitude opportuniste et réformiste, acceptant les règles de la démocratie bourgeoise.

## Une crise brutale

Pourtant, c'est moins d'un an plus tard que le parti yougoslave, en quelques mois, se trouve accusé d'être en fait une «clique fasciste» et est mis au ban du camp socialiste. La crise de 1948 peut s'expliquer par des raisons nombreuses et complexes entraînant une dégradation des relations entre les directions yougoslave et soviétique.

Dès la fin de la guerre, des divergences sont apparues en ce qui concerne la conception de l'unité nationale yougoslave et certaines revendications territoriales. C'est ainsi que le 27 mai 1945, Tito déclare : «On a dit que cette guerre est une guerre juste, et nous l'avons considérée comme telle. Mais nous demandons aussi une juste fin à cette guerre, nous demandons que

chacun soit maître dans sa propre maison ; nous ne voulons pas payer les comptes des autres... Nous ne nous laisserons pas mêler aux politiques des sphères d'influence». Ces phrases sont comprises alors comme «une attaque inamicale de l'Union Soviétique» selon l'ambassadeur Sadcikov le 5 juin de la même année.

De 1945 à 1948, la dégradation des relations soviéto-yougoslaves semble largement provenir de désaccords sur la coopération économique : polémique sur le rôle des conseillers militaires et civils soviétiques, discussions très serrées sur les sociétés mixtes que l'URSS propose et que la Yougoslavie refuse. Selon Dedijer («Tito parle») ces sociétés mixtes auraient institué une dépendance totale de l'économie yougoslave vis-à-vis de l'URSS. Staline aurait même déclaré : «Il est évident que les sociétés mixtes ne conviennent pas à un pays allié et ami comme la Yougoslavie. C'est aller au devant de malentendus et de différends perpétuels. En un sens, l'indépendance même du pays finirait par en souffrir et les relations d'amitié par se gâter. Ce genre de sociétés n'est bon que pour les pays satellites...» (T.P. p. 299).

Par ailleurs, ce que Staline semble mettre en cause à l'époque, c'est le rôle que Tito entend jouer dans les Balkans, notamment l'influence qu'il exerce en Albanie et les rapports s'instituant entre la Yougoslavie et la Bulgarie. A cette époque la question d'une fédération balkanique ayant pour noyau la Yougoslavie et la Bulgarie fait l'objet de vives discussions. Après avoir combattu un projet d'inspiration yougoslave, Staline propose le 10 février 1948 une Fédération restreinte Yougoslavie-Bulgarie. Le 1<sup>er</sup> mars, le CC du parti yougoslave repousse cette demande, et c'est ce refus qui fait office de détonateur : le 18 mars, le gouvernement soviétique retire tous ses instructeurs et conseillers militaires.

## Mars-avril : échange de lettres

C'est le début d'un échange de lettres entre les deux partis qui donne les termes de la polémique qui aboutira à la Résolution du Kominform de juin 1948 qui condamne et exclut le PCY. Les contradictions seront donc devenues antagoniques en à peu près trois mois. (cf. Yugoslavia and the Soviet Union 1939-1973, a documentary survey, édité par

Dossier établi par Jean-Pierre CHAMPAGNY



Tito et Staline signant le 11 mai 1945 un traité d'amitié entre l'URSS et la Yougoslavie.

Stephen Clissold Oxford University Press, 1975).

La lettre de Staline du 27 mars 1948 constitue le premier document important de cette série. Il donne l'essentiel des griefs qui seront repris par la suite par le Kominform. Cette lettre traite pêle-mêle des problèmes ressortissant des relations de parti à parti et d'Etat à Etat ainsi que d'une controverse idéologique dont on ne trouvait pas trace auparavant.

Le premier point traite de l'attitude du parti et du gouvernement yougoslave à l'égard de l'URSS : il leur est reproché notamment d'avoir une attitude de méfiance vis-à-vis des conseillers et de formuler des critiques sans principe à l'URSS.

Suivent toute une série de points concernant le fonctionnement du parti yougoslave. Staline lui reproche de ne pas pratiquer le centralisme démocratique, d'avoir un comité central coopté, de confondre cadres du parti et de l'Etat, de dissoudre le Parti dans les organisations du Front National. Il évoque le développement du capitalisme à la campagne. Il conclut : «Nous ne pouvons considérer une telle organisation comme marxiste-léniniste, bolchevique». Enfin il accuse le ministère des Affaires étrangères yougoslave d'avoir pour directeur de cabinet un espion britannique.

La lettre se concluait par la formule suivante : «Nous esti-

mons que la carrière politique de Trotsky comporte une leçon suffisante».

Dans sa réponse du 13/4/48, Tito rejette les remarques faites sur les positions révisionnistes qui sont attribuées au PCY et sur l'absence de fonctionnement démocratique. Il met en cause les éléments d'enquête dont dispose le PCUS. Rappelant les hommages rendus maintes fois par le parti soviétique au parti yougoslave, il déclare : «Nous sommes persuadés que les résultats obtenus par notre Parti pendant la guerre et après, parlent d'eux-mêmes. Le PCY est fort, monolithique, capable de mener le pays au socialisme... Nous étudions le système soviétique, nous prenons exemple sur lui, mais nous développons le socialisme sous des formes assez différentes... En faisant cela, nous ne voulons pas prouver que notre voie est meilleure que celle adoptée par l'URSS...»

En ce qui concerne Velebit, directeur de cabinet du ministère des Affaires étrangères, Tito rejette l'accusation du PCUS et plus généralement, dénie aux services de sécurité soviétiques le droit d'exercer en Yougoslavie et de surveiller le personnel gouvernemental.

Il conclut : «Ces divergences peuvent être éliminées par une explication réciproque complète entre nos deux comités centraux».

## Vers la rupture

Dans sa réponse du 4 mai 1948, Staline qualifie le ton de Tito «d'extraordinairement arrogant». Il poursuit : «On n'y voit pas le désir d'établir la vérité, de reconnaître honnêtement vos erreurs et la nécessité de les éliminer».

En même temps, les dirigeants yougoslaves apprennent que les directions de plusieurs partis d'Europe de l'Est ont reçu copie de la lettre de Staline du 27/3/48 alors qu'il s'agissait d'une correspondance «strictement confidentielle». Le PCY décide alors de rendre également sa réponse publique. Convoqué pour s'«expliquer» devant le Kominform, le CC du parti yougoslave refuse : «Nous ne fuyons pas la critique sur des questions de principe, mais nous nous sentons en telle position d'infériorité qu'il nous est impossible de consentir à ce que l'affaire soit débattue devant le Kominform pour le moment. Neuf partis sont déjà, sans que nous en ayons été avisés ou préalablement, en possession de votre première lettre. Ils ont déjà pris position dans des résolutions. Aujourd'hui notre pays est insulté dans certaines nations, telles que la Tchécoslovaquie et la Hongrie».

En même temps, deux membres du CC du PCY, Zujovic et Hebrang, qui avaient pris le parti

de l'URSS sont exclus et emprisonnés pour «trahison». Le PCUS renouvelle ses pressions pour que Tito lui-même se rende à la réunion du Kominform. Il écrit le 22 mai : «La conférence des neuf partis avait comme principe le droit égal pour chaque parti de critiquer n'importe quel autre parti. C'est au nom de ce principe qu'elle soumit le travail des partis communistes italien et français à une sévère critique bolchevique... Pourquoi les camarades yougoslaves changent-ils si subitement?... Parce qu'ils pensent que le Parti yougoslave et ses chefs doivent avoir une position privilégiée... ils voudraient pouvoir adresser des critiques aux autres partis sans avoir à en subir de leur côté».

marxiste des classes et de la lutte des classes», affirmant : «Ils regardent la paysannerie comme une entité unique, ignorant les différenciations de classe à la campagne... En donnant un rôle fondamental à la paysannerie, ils nient le rôle dirigeant de la classe ouvrière».

Reprise également des critiques de Staline sur le fonctionnement du PCY : «Il n'y a pas de démocratie interne au Parti, pas d'élections, pas de pratique de la critique et de l'auto-critique... La majorité des membres du CC sont cooptés». La résolution en conclut que ce Parti est «en position de semi-légalité», qu'il emploie «des méthodes sectaires, bureaucratiques et militaires défendues en son temps par Trotsky».



Pendant la Résistance yougoslave...

## Juin : la condamnation du Kominform

Du 20 au 28 juin, le Kominform se réunit donc à Bucarest et adopte le 28 une résolution concernant la Yougoslavie.

Le Bureau déclare que la direction du PCY «a suivi une ligne erronée sur des questions capitales de politique intérieure et extérieure» le Bureau d'Information approuve et reprend à son compte les critiques effectuées par le PCUS. En particulier, il reproche aux dirigeants yougoslaves «une politique inamicale à l'égard de l'URSS» car «ils identifient la politique étrangère de l'URSS avec celle des puissances impérialistes».

La résolution du Bureau poursuit la critique concernant l'analyse des classes et la conception qu'a le PCY de leurs rôles. Elle accuse le PCY de défendre «une position opportuniste selon laquelle la lutte de classes ne devient pas plus aigue dans la période de transition du capitalisme au socialisme, comme l'enseigne le marxisme-léninisme, mais qu'elle s'éteint, comme l'affirmaient des opportunistes du type Boukharine». Prenant l'exemple de la politique du PCY à la campagne, la résolution l'accuse d'être en rupture «avec la théorie

tâche est de contraindre les dirigeants actuels à reconnaître leurs erreurs honnêtement et à les rectifier. Si ceux-ci ne s'en avèrent pas capables, leur tâche est de les remplacer et de former une nouvelle direction internationaliste du PCY».

## «Camarade Staline, nous croyons sincèrement en vous...»

Recherchant un large appui populaire, la direction du PCY publie intégralement la résolution du Kominform (à 500 000 exemplaires dans *Borba*). Elle organise de nombreuses discussions à ce sujet dans le pays, en même temps qu'elle exerce une sévère

prendre l'édification du socialisme — tout cela n'a pu être réalisé que par un peuple ayant à sa tête un Parti communiste aussi aguerri que le nôtre, un Parti qui connaît les lois de l'évolution sociale et s'inspire de l'enseignement marxiste-léniniste.

Et quand, après tout ce que nous avons fait, bel et bien fait, on nous reproche d'avoir suivi des voies jusqu'à un certain point nouvelles, cela revient à ériger le marxisme-léninisme en dogme, à en faire quelque chose d'immuable, si nouvelles que puissent être les situations. C'est non dialectique. Pour notre part, nous nous sommes tenus à l'enseignement de Lénine qui, citant Engels soulignait «Notre doctrine n'est pas un dogme, mais un guide pour l'action».

## La «question principale»

Dans les mois qui suivirent l'exclusion du PCY du Kominform, la Yougoslavie était exclue du Comecon. Ses rapports économiques avec l'URSS et les démocraties populaires étaient remis en question. Cette rupture allait mener la Yougoslavie à rechercher l'aide des Occidentaux et à opérer de profondes réformes économiques.

Un an après la résolution condamnant la Yougoslavie, le Kominform, résumant la conception en vigueur de l'internationalisme, et du camp socialiste, en célébrait l'anniversaire en déclarant : «Une fois de plus, il est clair que la question principale déterminant le caractère révolutionnaire de tout parti prolétarien est l'attitude vis-à-vis de l'Union Soviétique et du parti bolchevique qui sont à la tête de la lutte contre l'impérialisme, pour la paix et le socialisme». (Pour une paix durable, pour une démocratie populaire 1<sup>er</sup> juillet 1949).

## BIBLIOGRAPHIE

- Tito parle - V. Dedijer - Gallimard 1953
- Tito - De la résistance à l'indépendance - Anthrosop 1977
- Yugoslavia and the Soviet Union 1939-1973 - S. Clissold Oxford University Press 1975).